

Dénaturaliser l'écologie

L'environnement n'est pas la nature mais un ensemble d'institutions. C'est l'environnement façonné par les humains, et surtout par leurs créations historiquement sédimentées, qui engendre aujourd'hui de multiples crises. Le champ concerné va des zones encore semi-sauvages mais déjà dégradées aux milieux urbains standardisés, des montagnes en dégel aux littoraux et aux mers polluées dont le niveau monte, de l'air – de plus en plus chaud et chargé de métaux ou d'oxydes – à la terre façonnée et appauvrie par l'agriculture industrielle. Il concerne aussi les risques ou désastres avérés d'ordre techno-scientifique ou sanitaire. Les pollutions et déforestations conduisant au déclin de la biodiversité, ainsi que le réchauffement climatique avec son cortège de sécheresses et d'inondations ou l'épuisement des ressources non renouvelables ne sont que des conséquences de l'activité économique et des choix politiques antérieurs. Les manières dont les actions socio-humaines ont modelé les milieux nous intéressent donc ici au premier chef. En reconnaissant cet « environnement » comme la résultante de logiques économiques et de politiques sociales, une analyse lucide de ce qui le détruit peut être tentée et d'éventuels leviers et pistes de réformes peuvent être, indirectement, suggérés. Ce n'est qu'en décrivant les tendances lourdes (même si agissent aussi des effets de conjoncture) ayant conduit à la situation actuelle que certaines d'entre-elles pourront être, sinon inversées, du moins infléchies mettant en œuvre la formule à la fois réaliste et optimiste de Foucault selon laquelle « tout ce qui a été historiquement institué est politiquement réformable ».

Cependant, l'inertie des aménagements (notamment urbains) du passé, la multiplicité et l'interconnexion des problèmes rendent difficile les réformes. Surgissent à la fois des obstacles politiques (quelles réformes sur le long terme engager dans le cadre du calendrier électoral raccourci?), économiques (quelles prévisions et reconversions pourraient permettre des ne pas détruire de nombreux emplois industriels?), démographiques (la croissance de la population peut-elle continuer indéfiniment dans un monde fini et les crises économiques permettront-elles les transitions démographiques qui pourraient stabiliser la population mondiale?), sociaux (les inégalités écologiques et sociales ne vont-elles pas croître alors que les classes populaires et les populations du Sud subissent déjà le plus les dégradations écologiques?), culturels (l'actuelle définition du confort, surtout dans les classes moyennes, peut-elle être mise en cause par de nouveaux genres de vie et de consommation?)... Enfin, la prise de conscience citoyenne et l'action « par le bas » des personnes via leurs choix de consommation ou de « mode de vie » peut-elle suffire à affronter les grands défis écologiques en tenant compte de ces différentes dimensions ?

Face à leur ampleur et à leur complexité, il est manifeste que le traitement actuel de l'ensemble des questions écologiques n'est pas à la hauteur des problèmes posés. Il est tendu entre, d'un côté, des politiques de protection de diverses espèces ou de conservation d'espaces particuliers – qui conduiront vers un « apartheid écologique » – et, de l'autre, des mécanismes économiques de nature libérale jouant sur des marchés (Principe Pollueur Payeur se dégradant en « Permis de Polluer Plus », bourses du carbone et de la biodiversité ne diminuant pas les émissions ou dégradations, incitations fiscales aux véhicules électriques qui déplaceront les problèmes, etc.). D'un autre côté, la fiscalité écologique est loin d'être générale : elle ne s'applique que très peu aux plus gros pollueurs et elle ne tient pas compte des contraintes de certaines populations captives ou dépendantes de la voiture. Quant aux normes environnementales (souvent suscitées ou mises en forme par les grands lobbies industriels), elles apparaissent à la fois trop timides pour être efficaces et en prolifération continue à un point tel qu'elles étouffent ou défavorisent l'activité des petits producteurs et qu'elles sont régulièrement ignorées ou transgressées (y compris par l'Etat, notamment en matière d'aménagement du territoire).

Le débat réaliste est actuellement contaminé par les climato-sceptiques aux arguments tenant fréquemment du syllogisme, et par les craintes millénaristes ou les prophéties plus ou moins hasardeuses et illuminées sur la fin du monde. La seule certitude, en matière d'effondrement, est la non viabilité socio-écologique du mode de production et de consommation actuellement dominant dans les pays les plus riches qui ne pourra, à terme, que se réformer structurellement ou s'effondrer. Cependant, à la différence des craintes millénaristes, depuis quelques années, ce sont des dizaines de scientifiques de diverses disciplines et de tous bords qui, sur des critères indépendants de l'idéologie ou de la religion,

annoncent de très graves menaces. C'est pourquoi cet appel à contributions prend au sérieux lesdites menaces, mais en rejetant également, d'un côté, le catastrophisme absolu (plus ou moins éclairé annonçant le pire à court terme) et, de l'autre, le déni de réalité qui s'appuie sur l'idée de grande résilience de la nature et, plus souvent, sur la foi dans la technique ou le progrès dans la résolution des problèmes écologiques. L'originalité des approches que souhaite promouvoir l'H&S concerne les grandes postures de la revue :

- *Anti-naturaliste* : la majorité des textes sur l'écologie ou l'effondrement prônent un naturalisme plus ou moins mystique souvent éloigné des SHS et ne relevant que fort peu les causes sociales des problèmes. Le bio-centrisme ne permet pas de traiter des questions principales au cœur.
- *Humaniste* : la revue considère que les humains font et défont l'histoire, ainsi que l'environnement. Seul cet anthropocentrisme assumé de l'analyse permet de chercher les voies, nécessairement politiques, d'une émancipation collective et d'une résolution des problèmes.
- *Pluriversaliste* : la revue considère qu'aucune solution réelle et durable aux problèmes écologiques – les principaux sont d'échelle planétaire – ne sera trouvée sans la prise en compte des dominations Nord / Sud et de la dette écologique des pays du Nord à l'égard de ceux du Sud.
- *Critique* : la revue évite d'utiliser le « nous » flou ou englobant et tente de se mettre à la hauteur des enjeux en considérant le poids des grands groupes industriels et des appareils technocratiques qui portent et accentuent les logiques productivistes inhérentes au capitalisme.

Les contributions attendues

- Les contributions pourront questionner les *grands principes et les prises de position théoriques*. Par exemple, le capitalisme mondial, comme certains le pensent dans les courants marxistes ou libertaires, est-il la seule cause des problèmes ? Si oui, peut-il être structurellement « verdi » ou par quoi le remplacer et avec quelles garanties écologiques ? Quelle autonomie relative des logiques technocratiques ? Quels sont les principaux obstacles sociaux à la transition écologique ? L'Economie sociale et solidaire suffira-t-elle à endiguer les processus morbides ? Jusqu'à quel point le principe de précaution est-il applicable ? Comment est-il possible d'intégrer les droits des générations futures dans l'évaluation des actions présentes ?
- Les contributions pourront également évoquer des *questions plus précises mais transversales* telles que les échanges nord-sud et est-ouest qui pourraient cesser d'impacter négativement l'environnement. Comment relocaliser l'économie et avec quelles conséquences sociales ? La préservation de l'emploi (surtout industriel) est-elle conciliable avec les exigences de protection écologique (quelles reconversions en la matière) ? A quelles conditions politiques, économiques et juridiques une politique démographique pourrait-elle contenir l'augmentation d'une population dont seul le productivisme peut étancher les besoins vitaux ? Quelles mobilisations collectives sont les plus efficaces ? Etc.
- Enfin, elles pourront traiter de *dimensions ou facettes particulières des problèmes socio-écologiques*. Les Etats ont-ils les moyens de réduire la surpuissance des multinationales les plus dangereuses pour l'environnement ? Quels rapports de forces ou quels lobbies sont efficaces ou bloquants ? Quelles industries pourraient stabiliser ou réduire les émissions polluantes ? Quelle urbanisation pourrait les éviter ? Quelles sources d'énergie et quels moyens de transport seraient vraiment écologiquement durables ? Quelles expérimentations sociales sont à la hauteur des problèmes ? Quels apports et limites des expériences de frugalité volontaire en contexte de précarité et d'inégalités croissantes ? Quelles contradictions en matière de consommation : actions segmentaires, « effet rebond », non rétroactions sur les causes des nuisances ? Etc.

Cette liste n'est pas limitative. Quelles que soient la thématique, l'approche et la perspective des contributions, sont attendues des réflexions sur les conséquences sociales des processus ou des mesures évoquées. Etant donné la portée des problèmes et leur complexité, les contributions collectives et-ou pluridisciplinaires seront possibles, voire valorisées.

Calendrier prévisionnel :

- Résumés de 1000 à 2000 signes attendus pour le 15 octobre 2021. Envoi à : salvador.juan@unicaen.fr
- Retour aux auteurs du 30/10 au 15/11 et demande des textes complets – relatifs aux propositions retenues – pour le 15 janvier 2022 (date butoir). Volume maximum 60.000 signes (espaces compris).
- Examen des textes par le Comité durant le premier semestre 2022 et parution fin 2022.